Gestion de fonds, gérants de fortune indépendants et licences

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une famille fortunée qui transfère ses avoirs à Singapour traite rarement avec un seul établissement. Ses titres sont généralement comptabilisés auprès d'une banque privée, qui en assure la garde et exécute les transactions. Les décisions de placement sont toutefois souvent prises ailleurs : par un gérant de fortune indépendant qui a quitté une banque pour fonder sa propre société, par un gestionnaire de hedge funds ou de private equity dans les véhicules duquel la famille investit, ou par une équipe au sein d'un family office. Chacun de ces gestionnaires gère l'argent d'autrui. La question de savoir qui peut le faire, à quelles conditions et sous quelle surveillance est donc au cœur de la crédibilité de la place financière. Ce chapitre y répond pour Singapour. Il décrit l'octroi des licences aux sociétés de gestion de fonds, les catégories d'investisseurs qui peuvent être servis selon des règles allégées, la position des gérants de fortune indépendants aux côtés des banques dépositaires, ainsi que le dispositif de conformité que la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) attend même du plus petit gestionnaire.

Le secteur singapourien de la gestion de fonds est devenu l'un des plus importants d'Asie. Les gestionnaires d'actifs établis dans la ville déclaraient environ 1,63 billion de S$ d'actifs sous gestion à la fin de 2012, dont près de 80 % provenaient de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'étranger.[1] À la fin de 2025, ce chiffre atteignait 6,7 billions de S$, gérés par 1 320 gestionnaires d'actifs disposant d'équipes d'investissement à Singapour.[2] Le cadre réglementaire examiné ici s'est construit au cours de cette expansion. Sa réforme centrale, la fin du régime des gestionnaires de fonds exemptés en 2012, et sa dernière réforme, l'abrogation du régime des sociétés de gestion de fonds enregistrées en 2024, encadrent la période.

Le volume consacré à Genève décrit l'évolution correspondante en Suisse, où les gérants de fortune indépendants ont exercé pendant des décennies sans surveillance prudentielle, jusqu'à ce que la loi fédérale sur les établissements financiers (LEFin) les soumette à autorisation à partir de 2020.[3] Singapour est parvenue à un résultat semblable plus tôt et par une autre voie. Elle n'a jamais créé de statut distinct pour le gérant indépendant de portefeuilles de clients privés. Ces gérants détiennent la même Capital Markets Services Licence (licence CMS) de gestion de fonds que les gestionnaires de hedge funds et de private equity, tous placés sous la surveillance directe de la MAS. La comparaison à la fin du chapitre examine ce que cette différence signifie pour les clients et pour les sociétés actives sur les deux places.

L'essentiel

Quiconque exerce une activité de gestion de fonds à Singapour doit détenir une licence CMS au titre du Securities and Futures Act 2001 (SFA), sauf exemption, telle que celle prévue pour les single family offices. Depuis l'abrogation du régime des sociétés de gestion de fonds enregistrées le 1er août 2024, il existe deux grandes catégories de gestionnaires agréés : la société de gestion de fonds agréée pour la clientèle de détail (retail licensed fund management company), qui peut servir tous les investisseurs, et la société de gestion de fonds agréée A/I (A/I licensed fund management company), qui ne peut servir que des investisseurs qualifiés (accredited investors) et institutionnels. Les lignes directrices SFA 04-G05 de la MAS fixent les critères d'admission : une société singapourienne dotée d'un bureau permanent, un directeur général et des administrateurs ayant au moins cinq ans d'expérience pertinente, au moins deux professionnels qualifiés, un capital de base de 250 000 S$ à 1 million de S$, une garde et une évaluation indépendantes, un audit annuel et une fonction de conformité proportionnée à l'activité. Les gérants de fortune

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

indépendants, qui gèrent des portefeuilles de clients privés comptabilisés auprès de banques dépositaires, sont agréés comme sociétés de gestion de fonds et travaillent sur la base d'un contrat de gestion de placements et d'une procuration limitée. Les petits gestionnaires peuvent recourir à un prestataire externe de services de conformité, mais la responsabilité de la conformité reste au directeur général et au conseil d'administration.

Notes

1. Monetary Authority of Singapore, *2012 Singapore Asset Management Industry Survey*, juillet 2013, par. 1–2 : le total des actifs sous gestion des gestionnaires d'actifs établis à Singapour a progressé de 21,5 % pour atteindre 1,63 billion de S$ fin 2012 ; environ 80 % du total provenant de l'étranger. ↩
2. Monetary Authority of Singapore, *Singapore Asset Management Survey 2025*, p. 1 : progression des actifs sous gestion de 10 % à 6,7 billions de S$ (5,2 billions de dollars US) ; « Singapore has 1,320 asset managers with investment teams managing client assets and investments out of Singapore » ; 76 % des actifs sous gestion provenant de l'étranger et 88 % investis dans le monde entier. ↩
3. *Genève, place financière internationale*, chapitre E.VII, « Gestionnaires indépendants, *family offices* et écosystème », section « La transformation réglementaire des gestionnaires indépendants ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.